



BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

# TRANSFERTS DE LA DIASPORA ET TAUX DE CHANGE RÉEL : LE CAS D'HAÏTI

---

NOVEMBRE 2019



Préparé par :

- **Dudley Augustin et Carl-Henri Prophète**  
Direction Monnaie et Analyse Économique  
Banque de la République d'Haïti

## Résumé

Les transferts de la diaspora vers Haïti ont accusé une forte augmentation sur ces 30 dernières années, comptant désormais pour plus du tiers du PIB depuis 2017. Ceci a fait d'Haïti l'un des pays les plus dépendants des envois de fonds de migrants avec des effets potentiels significatifs sur sa compétitivité externe. À partir d'un modèle à correction d'erreur, cette étude passe en revue la relation entre le flux croissant des transferts sans contrepartie et le taux de change réel dans le cas haïtien. Nos résultats indiquent que les transferts en question contribuent significativement à l'appréciation du taux de change réel d'Haïti à long terme, alors que cette relation n'est pas significative à court terme.

**Classification JEL :** F3, F31, F32.

**Mots clés :** Transferts des migrants, taux de change réel, pays à faible revenu.

Courriels des auteurs: [dudley.augustin@brh.ht](mailto:dudley.augustin@brh.ht); [carl-henri.prophete@brh.ht](mailto:carl-henri.prophete@brh.ht)

**Notice :** Les vues exprimées dans cette étude ne reflètent pas nécessairement celles de la Banque de la République d'Haïti (BRH).

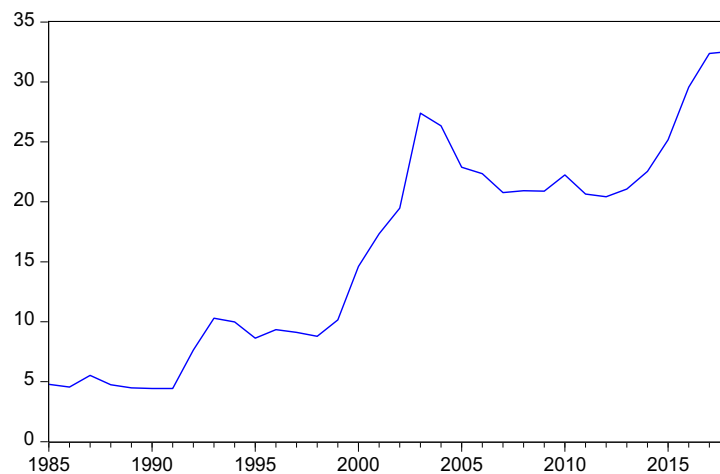
## Sommaire

I. Introduction .....	4
II. Revue de littérature .....	7
III. Données et méthodologie .....	12
IV. Résultats de l'estimation .....	15
V. Conclusion et implications pour la politique économique .....	20
Annexe.....	22
Références .....	24

## I. Introduction

Les transferts des migrants sont désormais un phénomène majeur à l'échelle internationale, atteignant le niveau record de 529 milliards \$US en 2018 et dépassant les investissements directs étrangers comme principal flux financier vers les pays en développement. L'importance de ces flux peut être notamment observée en Haïti, où l'économie est devenue de plus en plus dépendante des envois de fonds des migrants sur les 30 dernières années. En effet, les transferts sans contrepartie vers Haïti ont presque décuplé entre 1998 et 2018 alors que leur poids par rapport au PIB est passé de 8,8% à 32,5% sur la même période. Ils sont désormais, de loin, la principale source de devises du pays, soit 3,6 fois la valeur des exportations, 10 fois celle des flux d'aide au développement et 37 fois le montant des investissements directs étrangers.

**Figure 1 :** Évolution des transferts en pourcentage du PIB d'Haïti



Alors que leur importance va en grandissant, les envois de fonds des migrants sont de plus en plus cités pour leur effet positif sur la consommation des ménages et les résultats en termes de développement humain. Plus précisément, dans le cas d'Haïti, ils sont mentionnés comme

l'une des raisons à la base du recul du taux de pauvreté extrême de 31% en 2000 à 24% en 2012<sup>1</sup>. De plus, les transferts de la diaspora aident souvent à payer les frais de scolarité et semblent avoir favorisé la hausse du taux de scolarisation de 80% en 2001 à plus de 90% actuellement. L'expérience montre également que ces transferts sont souvent utilisés pour le paiement de frais médicaux dans un système de santé haïtien où les acteurs privés prédominent. Toutefois, il existe également des craintes quant aux effets macroéconomiques non désirés de ces transferts. En effet, comme flux financier majeur, on peut s'attendre à ce que les transferts aient des impacts significatifs sur les quantités et les prix dans une économie.

Parmi ces différents impacts négatifs potentiels, un souci majeur a été la possibilité de « maladie hollandaise » induite par les transferts dans les pays bénéficiaires. Le terme de « maladie hollandaise » est apparu pour la première fois en 1977, dans le magazine *The Economist*<sup>2</sup>, où l'on décrivait les problèmes de l'économie néerlandaise à cette époque. D'importantes réserves de gaz naturel avaient été découvertes au Pays-Bas en 1959, débouchant sur une forte croissance des exportations de ce produit et un afflux important de devises dans l'économie.

Ces entrées de devises ont conduit à l'appréciation de la devise néerlandaise et rendu les exportations des Pays-Bas plus chers, traduisant ainsi une perte de compétitivité externe du secteur des biens échangeables. Les observations de *The Economist* ont été par la suite analysées plus systématiquement dans un modèle économique développé par Corden et

---

<sup>1</sup> Singh, Raju Jan and Mary Barton-Dock. 2015. Haiti: Toward a New Narrative. Systematic Country Diagnostic. Washington, DC: World Bank.

<sup>2</sup> The Dutch Disease, *The Economist*, November 26th 1977, pp-82-3.

Neary (1982). Les auteurs trouvèrent qu'un boom dans un secteur générateur de devises (gaz naturel dans le cas des Pays-Bas) conduisait à une sévère perte de compétitivité des autres biens échangeables en provenance du pays, tels que ceux provenant du secteur manufacturier. Depuis, plusieurs études ont pointé du doigt les effets potentiellement préjudiciables des transferts sur les exportations ou la production de biens en compétition avec les importations.

Avec le flux grandissant des envois de fonds de la diaspora vers Haïti, il est par conséquent utile de comprendre l'effet de ces transferts au-delà des ménages bénéficiaires et d'investiguer la relation de ces flux avec différentes variables macroéconomiques. Un point de départ possible consisterait à analyser l'effet des transferts sur la compétitivité externe du pays, un concept qui est souvent approximé à travers le taux de change réel (sigle anglais RER). Par conséquent, cette étude s'intéressera au lien entre le taux de change réel et un ensemble de ses déterminants potentiels incluant les transferts sans contrepartie de la diaspora. En d'autres mots, il s'agira d'investiguer si les transferts des migrants peuvent conduire à une situation de maladie hollandaise dans le cas haïtien. La 2<sup>ème</sup> section de l'étude passe en revue la littérature sur la relation entre transferts et taux de change réel et la 3<sup>ème</sup> présente les données et la méthodologie utilisée. Les résultats de l'estimation sont discutés à la 4<sup>ème</sup> section et nous présentons notre conclusion et les implications pour la politique économique à la 5<sup>ème</sup> section.

## II. Revue de littérature

Les discussions théoriques concernant l'impact macroéconomique d'importants flux de capitaux remontent au moins au débat entre Keynes et Ohlin sur le « problème des transferts » durant la période de l'entre-deux-guerres (1918-1939). En effet, un aspect du débat entre ces deux économistes de renommée touchait à l'impact des réparations payées par l'Allemagne sur la compétitivité de l'industrie de ses anciens adversaires bénéficiaires desdites réparations.

Plus récemment, les études sur l'impact des transferts dans les pays en développement ont indiqué que ces envois de fonds sont associés à une large gamme d'effets macroéconomiques. Par exemple, Fajnzylber et Lopez (2007) ont trouvé que les transferts sont associés à des taux de pauvreté plus faibles ainsi qu'une croissance plus élevée du PIB. Les flux financiers expédiés par les migrants sont aussi associés à une plus faible volatilité de l'output dans les pays bénéficiaires, vu la nature contracyclique des transferts (Ratha, 2007). Ceci a été notamment observé à la suite du séisme de 2010 en Haïti et la chute concomitante de 5,5% du PIB, alors que les envois de fonds ont augmenté de 7% durant cette même année contre une progression de seulement 0,42% en 2009. De plus, Abdih, Barajas et Ebeke (2012) ont trouvé que les transferts alimentent la demande agrégée à travers la hausse de la consommation privée, sans toutefois d'impact significatif sur l'investissement. Parallèlement, ils aboutissent à la conclusion que les envois de fonds aident à étendre l'assiette fiscale, à accroître les recettes publiques et plus généralement à élargir la marge de manœuvre budgétaire des autorités du pays bénéficiaire. En ce qui concerne la dette publique,

Abdih, et al. (2009) ont indiqué que les transferts aident à réduire le risque-pays et à renforcer la soutenabilité de la dette publique.

Par ailleurs, des flux financiers importants en provenance des migrants augmentent les actifs liquides du système bancaire et sont associés à une plus faible transmission de la politique monétaire, tel que souligné par Barajas et al. (2016). De plus, l'appréciation réelle de la monnaie nationale induite par les transferts débouchent sur une augmentation de l'emploi dans les secteurs des biens et services non-échangeables au dépens de l'agriculture et de l'industrie (Chami et al, 2018). Ceci peut être un facteur à la base de la tendance à la tertiarisation prématurée de certaines économies, tel qu'observé par Rodrik (2016) dans plusieurs pays en développement.

En termes d'économie politique, les transferts ont été parfois identifiés comme une source d'aléa moral (*moral hazard*), dans le sens qu'ils réduisent les incitations à la réforme des politiques gouvernementales dans les pays bénéficiaires (Barajas, Chami et al., 2018). En effet, en étant une source de revenus indépendante de l'action gouvernementale et un coussin de sécurité face aux chocs économiques, les transferts peuvent réduire l'intérêt des citoyens à se mobiliser pour exiger des politiques gouvernementales qui leur soit bénéfiques. Par conséquent, les envois de fonds des migrants pourraient atténuer un sentiment d'urgence nécessaire à l'accélération du rythme des changements structurels.

Comme flux financier, les transferts sont similaires sur bien des points aux autres flux de devises et peuvent être analysés suivant la dynamique de la maladie hollandaise et son impact sur le taux de change réel mentionné plus haut. Dans la littérature empirique, cette relation



des transferts et du taux de change réel est souvent abordée suivant deux modèles principaux. Celui du *taux de change réel fondamental d'équilibre* (Fundamental Equilibrium Real Exchange Rate ou *FEER*) ou celui du *taux de change réel comportemental d'équilibre* (Behavioral Equilibrium Real Exchange Rate ou *BEER*).

Les modèles FEER indiquent généralement la tendance à suivre par le taux de change réel qui soit compatible avec l'équilibre interne et externe de l'économie. Pour y arriver, ils expriment le taux de change réel en fonction du niveau optimal de production domestique et de flux durables de capitaux. En revanche, les modèles BEER mettent le taux de change réel en relation avec des fondamentaux macroéconomiques comme les termes de l'échange, les flux de capitaux ou encore l'ouverture au commerce international. Cette dernière approche initiée par Clark et Mc Donald (1999) utilise une équation unique pour exprimer le comportement du taux de change réel en termes de variables qui soient susceptibles d'affecter les prix relatifs des biens échangeables et non-échangeables dans l'économie.

Parmi les principales études sur les déterminants du taux de change réel utilisant l'approche BEER, on peut citer Edwards (1988). Ce travail développe un modèle dynamique du comportement du taux de change réel dans les pays en développement et souligne l'effet des dévaluations et des crises de balance des paiements dans ce comportement en utilisant des données de 12 pays. L'auteur conclut aussi que seules les variables réelles sont susceptibles d'affecter l'équilibre de long terme du taux de change réel, alors qu'une politique monétaire excessivement accommodante peut conduire à une appréciation réelle de la monnaie nationale.

En utilisant un cadre BEER similaire, Lopez, Molina et Bussolo (2007) analysent l'impact des transferts en Amérique Latine et trouvent que les envois de fonds contribuent à une appréciation significative du taux de change réel. Ils fournissent également une revue succincte des mécanismes à partir desquels les transferts peuvent affecter la compétitivité externe. Pour y arriver, ils considèrent le modèle d'une petite économie ouverte où une augmentation des transferts se traduit par une hausse du revenu permanent des ménages. Vu que les petites économies sont des preneuses de prix sur les marchés internationaux, l'augmentation de la demande n'entraîne pas une hausse des prix auxquels elles font face pour les biens échangeables. Par contre, le prix des biens non-échangeables, lequel est déterminé sur le marché domestique, augmente. En plus de cet effet-revenu, il y a également un « effet de mouvement des ressources ». En effet, le changement dans les prix relatifs rend le secteur des non-échangeables plus rentable. Ceci alimente la demande pour les facteurs de production fortement utilisés dans ces secteurs. La demande accrue pour les intrants dans les secteurs les plus dynamiques sera satisfaite par des facteurs abandonnant les autres secteurs (effet de mouvement des ressources), lequel mouvement devrait s'accompagner d'un rendement plus élevé pour le facteur de production en question. Il s'ensuit que le changement des prix et le mouvement des ressources vers le secteur des non-échangeables affectera négativement la compétitivité des secteurs tournés vers l'exportation ou en compétition avec les importations. De manière ultime, l'appréciation réelle de la monnaie nationale qui en résulte se traduira par des importations accrues et des exportations relativement plus faibles.

Parmi les autres études empiriques ayant investigué la relation entre les transferts et le taux de change réel, on peut également citer celle d'Amuedo-Dorantes et Pozo (2004) qui

examinent les données de 13 pays d'Amérique latine et trouvent qu'un doublement des envois de fonds des migrants conduit à une surévaluation de 22% du taux de change en moyenne. Toutefois, Rajan et Subramanian (2005) aboutissent à la conclusion que contrairement aux flux d'aide au développement, les transferts n'entraînent pas une détérioration de la compétitivité externe. Plus récemment, dans une étude sur l'impacts des envois de fonds des migrants sur le taux de change réel du Ghana à partir d'un modèle à correction d'erreur, Tuuli (2015) observe que les transferts favorisent l'appréciation du taux de change réel sur le long terme. Des résultats similaires sont obtenus pour la Tunisie par Khaled et Farid (2012).

Dans la lignée de ces travaux, notre étude se basera sur l'approche BEER, vu sa plus grande adaptabilité aux travaux empiriques et son utilisation courante dans la littérature. Plus spécifiquement, nous suivrons l'approche générale adoptée par des travaux comme ceux d'Ahmed (2009), Tuuli (2015) ainsi que Khaled et Farid (2012), étant donné qu'elle correspond assez bien avec les données disponibles pour Haïti.

### III. Données et méthodologie

Cette étude utilise des données annuelles en vue d'estimer les relations de long-terme et de court-terme entre le taux de change réel effectif d'Haïti (sigle anglais REER), les transferts des migrants en pourcentage du PIB (REM) aussi bien qu'un ensemble de variables macroéconomiques allant de 1985 à 2018. Cet ensemble de variables inclut : les autres flux de capitaux en pourcentage du PIB (CAP), un indice d'ouverture commerciale de l'économie (LIB), les dépenses du gouvernement en pourcentage du PIB (GOV) ainsi que les termes de l'échange du pays (TOT).

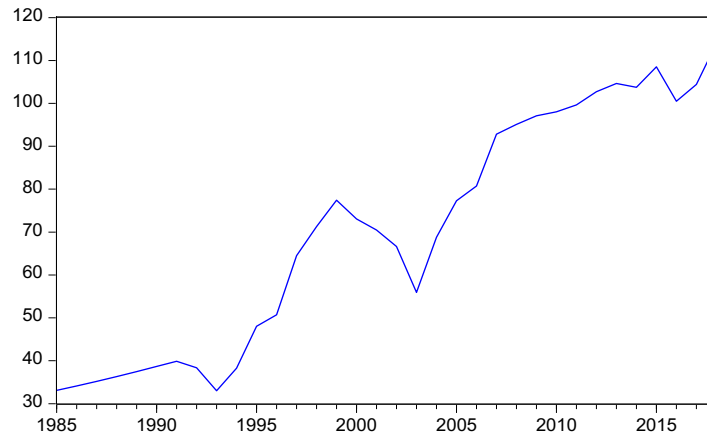
Théoriquement, le taux de change réel est supposé refléter le prix relatif des biens échangeables par rapport aux biens non-échangeables. Pour l'approximer, nous utilisons le taux de change effectif réel pour Haïti calculé par le FMI. Cet indicateur est obtenu en utilisant le taux de change nominal ( $E$ ) coté au certain (quantité de devises étrangères pour une gourde), ajusté par la différence en termes de prix relatifs entre Haïti et ses principaux partenaires commerciaux. Cette différence est calculée en divisant l'indice des prix à la consommation domestique ( $P_d$ ) par une moyenne des indices de prix à la consommation des principaux partenaires commerciaux du pays ( $P_f$ ). Ainsi, le taux de change effectif réel (REER) peut s'exprimer de la manière suivante :

$$\text{REER} = E \left( \frac{P_d}{P_f} \right)$$

Il s'ensuit qu'une augmentation de ce ratio traduit une appréciation du taux de change réel. La principale relation que nous aurons à investiguer est celle entre le REER et les *transferts*

*en pourcentage du PIB (REM)*. Cette dernière variable est tirée de la base de données des indicateurs du développement de la Banque mondiale.

**Figure 2** : Évolution du taux de change réel effectif d'Haïti



Les principaux autres flux de capitaux vers Haïti durant la période sous étude ont été l'aide externe mesurée par le montant de l'aide publique au développement ainsi que les investissements directs étrangers. Sur cette base, nous additionnons ces deux flux pour créer la variable des *flux de capitaux* (CAP) et l'incluons dans notre modèle vu que tous les flux majeurs de devises sont susceptibles de conduire à une appréciation du taux de change réel. Les données à la base de cette variable sont tirées de la balance des paiements publiée par la Banque de la République d'Haïti.

Nous utilisons également une mesure de l'*ouverture commerciale de l'économie* (LIB). Cette mesure correspond à la somme des importations et exportations du pays rapportée au PIB. Théoriquement, on s'attend à ce qu'une économie plus ouverte profite de la compétitivité-prix des pays où elle importe et transforme cet avantage en une baisse des prix de ses biens non-échangeables et finalement en une dépréciation de son taux de change réel.

À l'inverse, une économie de plus en plus fermée à partir de tarifs douaniers plus élevés ou de quotas plus importants à l'importation fait face à des prix plus élevés pour ses importations et ses biens échangeables. Ceci devrait se traduire par une appréciation de son taux de son taux de change réel. Cette mesure de l'ouverture commerciale est tirée de la base de données des indicateurs du développement de la Banque mondiale.

Les *dépenses du gouvernement* (GOV) sont incluses dans le modèle vu qu'une politique budgétaire plus expansionniste est habituellement associée à des pressions inflationnistes dans les pays en développement. En effet, étant donné que les non-échangeables représentent une plus large part des dépenses publiques (paiement des services fournis par les fonctionnaires par exemple), elles contribuent à alimenter la hausse des prix des biens et services non-échangeables et contribue à l'appréciation du taux de change réel. Ces statistiques sont tirées des données sur les finances publiques publiées par la Banque de la République d'Haïti.

Nous incluons également un indice des *termes de l'échange* (TOT) dans le modèle. En tant que rapport du prix des exportations sur le prix des importations, cette variable reflète l'impact de l'offre et de la demande externe sur les exportations et les secteurs en compétition avec les importations de l'économie. Toutefois, l'impact attendu des termes de l'échange sur le taux de change réel est ambigu étant donné ses effets de revenu et de substitution. En effet, à travers l'effet de revenu, une amélioration des termes de l'échange permet aux agents économiques d'acheter beaucoup plus de biens échangeables et non-échangeables. Toutefois, vu que l'offre de non-échangeables fait face aux contraintes liées à la production domestique, il en résulte une augmentation de leur prix et une appréciation du taux de change réel. Par

contre, à travers l'effet de substitution, une amélioration des termes de l'échange entraîne une demande accrue pour les importations, une réduction de la demande pour les non-échangeables ainsi qu'une baisse du prix de ces derniers. Par conséquent, ces deux effets se traduisent par des impacts opposés sur le taux de change réel. L'indice des termes de l'échange est tiré de la base de données des indicateurs du développement de la Banque mondiale.

#### **IV. Résultats de l'estimation**

En utilisant les variables présentées ci-dessus, nous analysons la relation entre le taux de change réel effectif d'Haïti (REER) et les transferts en pourcentage du PIB à partir de l'équation suivante :

$$REER_t = f(REM_t, CAP_t, LIB_t, GOV_t, TOT_t)$$

Pour tenir compte de la possibilité d'une relation non-linéaire, toutes les variables sont considérées sous forme logarithmique, sauf les autres flux de capitaux (CAP), lesquels prennent des valeurs négatives au début des années 90. Parallèlement, nous réalisons un test de Dickey-Fuller augmenté qui indique que les variables ne sont pas stationnaires en niveau, excluant ainsi la possibilité que la méthode des moindres carrés ordinaires soit utilisée pour l'estimation.

**Tableau 1** : Test de racine unitaire avec ruptures (breaks)

<i>Variables</i>	<i>Année de ruptures</i>	<i>Statistique de Dickey-Fuller augmenté</i>	<i>Valeurs critiques</i>	<i>Conclusion</i>
<i>CAP</i>		-4.13	-3.61	I(1)
<i>LLIB</i>	2009	-7.80	-4.44	I(1)
<i>LREM</i>	2003	-4.73	-4.44	I(1)
<i>LREER</i>	1997	-4.92	-4.44	I(1)
<i>LTOT</i>	2008	-5.51	-4.44	I(1)
<i>LGOV</i>	1997	-7.24	-4.44	I(1)

Vu que toutes les variables sont intégrées d'ordre un, nous réalisons un test de cointégration de Johansen, dont les résultats attestent la présence d'une équation de cointégration au niveau de 5%.

**Tableau 2** : Résultats du test de cointégration de Johansen

<i>H<sub>0</sub></i>	<i>H<sub>1</sub></i>	<i>Trace statistic</i>	<i>5% critical Value</i>	<i>Prob.**</i>
$r=0$	$r>0$	108.8861*	95.7537	0.0046
$r\leq 1$	$r>1$	66.8981	69.8189	0.0836
$r\leq 2$	$r>2$	37.7657	47.8561	0.3123
$r\leq 3$	$r>3$	18.8458	29.7971	0.5040
$r\leq 4$	$r>4$	6.0810	15.4947	0.6860
$r\leq 5$	$r>5$	1.4673	3.8415	0.2258

Note : Le test de Trace indique 1 la présence d'une équation de cointégration au seuil de 0.05

\* indique le rejet de l'hypothèse au seuil de 0.05

\*\*p-values de MacKinnon-Haug-Michelis (1999)

Nous utiliserons donc un modèle à correction d'erreurs en estimant l'équation suivante.

$$\Delta REER_t = \theta(REER_{t-1} + \beta_1 REM_{t-1} + \beta_2 X_{t-1}) + \delta_0 + \delta_1 \Delta REM_t + \delta_2 \Delta X_t + \varepsilon_t$$

Où X représente un ensemble d'indicateurs macroéconomiques fondamentaux incluant : les autres flux de capitaux en pourcentage du PIB (CAP), l'indice d'ouverture de l'économie (LIB), les dépenses publiques en pourcentage du PIB (GOV) aussi bien que les termes de l'échange du pays (TOT). Cette méthode nous permettra de vérifier l'existence d'une relation



de long terme entre les variables aussi bien que la possibilité de déséquilibres de court terme entre elles. Le tableau 3 présente les résultats de l'équation de long terme alors que les résultats de court terme sont présentés au tableau 4.

**Tableau 3** : Équation de long terme

<i>Variable dépendante : D(LREER)</i>			
<i>Variable</i>	<i>Coefficient</i>	<i>Écart-type</i>	<i>Statistique de Student (t)</i>
<i>LREM</i>	0.4488	0.1116	4.0203
<i>LLIB</i>	2.1922	0.3662	5.9870
<i>LGOV</i>	-0.2494	0.1147	-2.1736
<i>LTOT</i>	0.0430	0.1251	0.3434
<i>CAP</i>	0.0263	0.0055	4.7831
<i>Trend</i>	-0.0941	0.0097	-9.7257
<i>C</i>	-10.8765		

Les résultats de l'estimation de la relation de long terme sont présentés au tableau 3. On peut en conclure que toutes les variables affectent le taux de change réel effectif (LREER) de façon significative, sauf pour ce qui est des termes de l'échange. Dans le cas des transferts en pourcentage du PIB (LREM), la relation de long terme estimée implique que leur augmentation est liée à une appréciation du taux de change réel effectif. De plus, à 0,45, le coefficient des transferts est relativement important par rapport à ceux des autres variables, mis à part celui de l'ouverture au commerce extérieur. Comme on s'y attendait, les autres flux de capitaux (CAP) sont aussi positivement associés au REER à long terme. Toutefois, à 0,03, ce coefficient est relativement faible par rapport à ceux des autres variables.

En revanche, contrairement à nos attentes, une plus grande ouverture commerciale n'est pas associée à une compétitivité externe accrue. En effet, le coefficient de cette variable est à la fois positif et important (2,19), indiquant que l'ouverture au commerce extérieur est associée à une appréciation réelle de la monnaie nationale sur le long terme. Il se pourrait que ceci reflète une causalité inversée où l'appréciation du taux de change réel conduirait à l'augmentation des importations (l'ouverture commerciale d'Haïti reflétant surtout le poids accru des importations) et ultimement à un indice plus élevé. Cette observation pourrait être l'objet de recherches plus approfondies, vu l'importance et la significativité du coefficient et aussi au regard d'implications potentielles pour la politique commerciale d'Haïti.

Un autre résultat allant à l'encontre de nos attentes est le coefficient des dépenses publiques en pourcentage du PIB. Avec un signe négatif, il indique qu'une politique budgétaire plus expansionniste est associée à une dépréciation réelle de la monnaie nationale sur le long terme. Une raison possible est que quoiqu'une large fraction des dépenses publiques est allouée à des services non échangeables comme ceux offerts par les fonctionnaires, ces montants vont de manière ultime financer surtout l'achat de biens échangeables, comme par exemple des biens importés. Cette demande accrue pour les importations pourrait alimenter une dépréciation nominale de la monnaie nationale qui soit toutefois supérieure à l'inflation, soit une dépréciation du taux de change réel.

**Tableau 4** : Équation de court terme

<i>Variable dépendante : D(LREER)</i>			
<i>Variable</i>	<i>Coefficient</i>	<i>Écart-type</i>	<i>Statistique de Student (t)</i>
<i>CointEq1</i>	-0.3106	0.0723	-4.2962
<i>C</i>	0.0385	0.017	2.2694
<i>D(LREER(-1))</i>	0.0932	0.1847	0.5048
<i>D(LREM(-1))</i>	0.0977	0.1127	0.8665
<i>D(LLIB(-1))</i>	0.4606	0.1605	2.8701
<i>D(LGOV(-1))</i>	-0.1342	0.0817	-1.643
<i>D(LTOT(-1))</i>	0.213	0.1018	2.0929
<i>D(CAP(-1))</i>	0.0042	0.0031	1.3537
<i>DUM92-93</i>	-0.2065	0.0574	-3.5957
<i>DUM2003</i>	-0.1845	0.0737	-2.502
R-carré	0.6591		
R-carré ajusté	0.5197		
Tests LM de corrélation sérielle des résidus :	Prob = 58.75		

Les résultats de la relation de court terme sont présentés au tableau 4. Les relations de court terme peuvent être différentes de celles de long terme vu que des facteurs temporaires peuvent pousser les variables loin de leurs valeurs d'équilibre de long terme. Dans notre cas, l'estimation indique qu'à court terme, les transferts ont une relation positive mais non significative avec le taux de change réel effectif (LREER). Une observation similaire peut être faite pour les autres flux de capitaux. En revanche, le coefficient des termes de l'échange demeure significatif et positif. Vu que cette variable est principalement influencée par le prix des importations haïtiennes, son coefficient peut être interprété comme une preuve de la transmission rapide des prix des importations aux prix domestiques, conduisant ainsi à l'appréciation réelle de la monnaie nationale. Parallèlement, le coefficient des dépenses publiques maintient son signe quoiqu'il voit sa significativité diminuer à court terme. De plus, le coefficient de l'ouverture au commerce extérieur demeure significatif et indique une relation positive avec le taux de change réel effectif. Comme mentionné plus haut, cette

relation mériterait de faire l'objet d'analyse plus détaillées. Finalement, des variables indicatrices (dummies) sont incluses pour les années 1992, 1993 et 2003. Elles correspondent à des périodes de chocs majeurs en termes de dépréciation nominale et d'inflation dû à l'embargo économique et financier ainsi qu'à l'instabilité socio-politique. Environ 66% des mouvements de court terme du taux de change réel effectif (REER) peuvent être expliqués par le modèle et le REER revient à 31% vers sa valeur d'équilibre de long terme au cours de la première période.

## **V. Conclusion et implications pour la politique économique**

Cette étude a tenté d'analyser la relation entre les transferts et le taux de change réel en Haïti. En d'autres mots, il s'agissait de vérifier si les transferts ont pu conduire à une certaine forme de maladie hollandaise dans le contexte haïtien. En utilisant des données annuelles et en tenant compte des autres facteurs pouvant affecter la compétitivité externe du pays, les résultats obtenus indiquent une relation de long terme positive entre les transferts de la diaspora en pourcentage du PIB et le taux de change réel effectif. Par conséquent, on peut dire que les données à notre disposition indiquent que les transferts des migrants entraînent une forme de maladie hollandaise dans le cas haïtien.

Quoique la relation entre le taux de change réel et d'autres variables, telles que l'ouverture commerciale, nécessitent des recherches additionnelles, les résultats portent à se questionner sur ce qui pourrait être fait en Haïti en vue de mitiger les impacts potentiellement négatifs de ces flux. En effet, la compétitivité externe est d'une importance capitale pour les petites économies cherchant à accélérer le taux de croissance de leur PIB. S'il est vrai que les

transferts permettent de maintenir la consommation et d'améliorer certains résultats en termes de développement, ils se pourrait qu'ils soient néfastes pour la croissance du PIB à long terme.

Certains auteurs (Lopez et al., 2007) ont indiqué la possibilité d'utiliser des opérations de stérilisation pour contrecarrer les effets des transferts sur l'inflation, tout en mettant en garde contre le coût et la soutenabilité d'une telle stratégie. De plus, étant donné la relative faiblesse de l'efficacité de la politique monétaire dans les pays dépendants de transferts, d'autres auteurs (Barajas et al. 2016) ont mentionné la possibilité pour ces pays d'adopter un taux de change fixe. Toutefois, ceci pourrait mettre la compétitivité externe du pays à la merci des changements dans la politique monétaire du pays dont on adopterait la devise.

Néanmoins, une voie possible pour la politique économique dans ce cas serait l'adoption de mesures microéconomiques. De telles interventions pourraient essayer d'adresser des contraintes spécifiques aux exportations et aux secteurs en compétition avec les importations, sans nécessairement adopter des changements qui s'appliqueraient de manière indiscriminée à l'ensemble de l'économie. Par conséquent une certaine forme de « politique industrielle » pourrait être nécessaire en vue de faire face au défi posé par la tendance à l'appréciation réelle de la monnaie haïtienne.

## Annexe

Tableau 5 : Statistiques descriptives

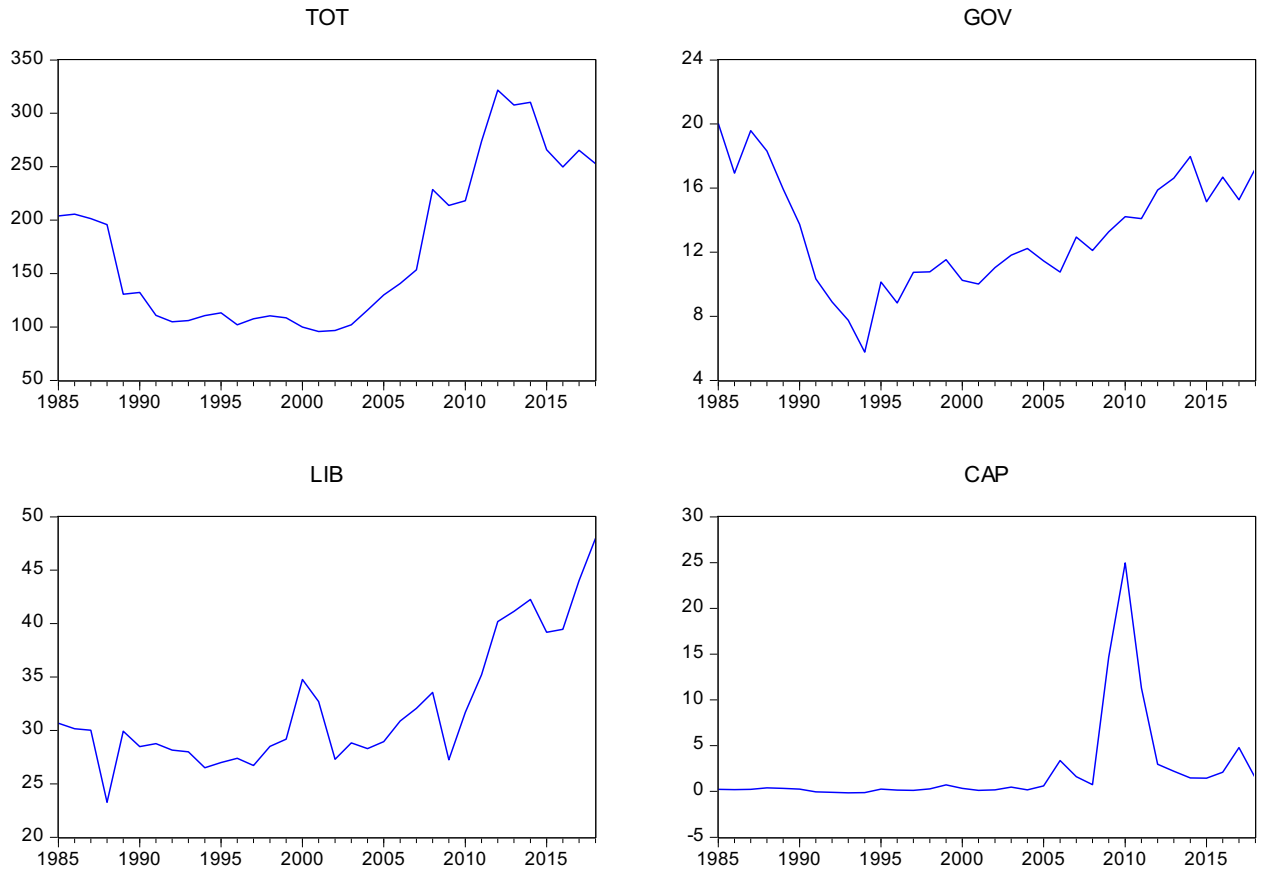
	<i>Moyenne</i>	<i>Écart-type</i>	<i>Maximum</i>	<i>Minimum</i>
<i>CAP</i>	2.29	5.08	24.95	-0.15
<i>LIB</i>	32.01	5.86	47.98	23.28
<i>REM</i>	16.07	8.93	32.54	4.43
<i>REER</i>	70.31	27.60	114.09	33.03
<i>TOT</i>	173.10	73.63	321.69	95.71
<i>GOV</i>	13.18	3.51	20.03	5.76

Tableau 6 : Matrice de corrélation

	<i>CAP</i>	<i>LIB</i>	<i>REM</i>	<i>REER</i>	<i>TOT</i>	<i>GC</i>
<i>CAP</i>	1					
<i>LIB</i>	0.1098	1				
<i>REM</i>	0.3146	0.6633	1			
<i>REER</i>	0.4372	0.7483	0.8361	1		
<i>TOT</i>	0.3540	0.7535	0.4539	0.6420	1	
<i>GOV</i>	0.1339	0.4674	0.1243	0.2261	0.7269	1

Tableau 7 : Définitions, notations et effets attendus des variables

	<i>Variable</i>	<i>Mesure</i>	<i>Notation</i>	<i>Effet attendu</i>
<i>Variable dépendante</i>	Taux de change réel effectif	Taux de change nominal (à l'incertain) * Niveau des prix domestiques / Niveau des prix étrangers $E \frac{P_d}{P_f}$	REER	
<i>Déterminants</i>	Transferts de la diaspora	Transferts / PIB	REM	Positif
	Termes de l'échange	Indice de valeur des exportations / Indice de valeur des importations	TOT	Ambigu
	Autres flux de capitaux	(Flux du compte de capital + Investissement direct étranger) / PIB	CAP	Positif
	Ouverture commerciale	(Exportations + importations) / PIB	LIB	Négatif
	Dépenses publiques	Dépenses publiques / PIB	GOV	Positif

**Figure 3 : Évolution de certains fondamentaux macroéconomiques**

## Références

Acosta, P., et P. Fajnzylber (2008): “Remittances and household behavior: Evidence for Latin America”, *Journal Remittances and Development: Lessons from Latin America*, The World Bank.

Ahmed H. (2009): Capital flows and real exchange rate overvaluations-A chronic ailment: Evidence from Pakistan. *Lahore Journal of Economics*, 14, 51-81.

Amuedo-Dorantes, C. et S. Pozo (2004): “Workers' Remittances and the Real Exchange Rate: A Paradox of Gifts”, *World Development* 32: 1407-1417.

Annabi, N. (2003): “Modeling Labor Markets in CGE Models: Endogenous Labor Supply, Unions, and Efficiency Wages”. Poverty and Economic Policy (PEP) network working paper.

Armington P. S (1969), “A Theory of Demand for Products Distinguished by Place of Production”, *IMF Staff Papers*, 16:159-178.

Balassa, B. (1964): “The Purchasing Power Parity Doctrine: A Reappraisal,” *Journal of Political Economy*, 72, 584–96.

Barajas A., Chami R., Christian H. E. & Oeking A. (2016). "What's Different about Monetary Policy Transmission in Remittance-Dependent Countries," *IMF Working Papers* 16/44, International Monetary Fund.



Clark, P. & MacDonald, R. (1999). Exchange rates and economic fundamentals: a methodological comparison of BEERs and FEERs. In Stein, J. and MacDonald, R. *Equilibrium Exchange Rates* (Kluwer: Boston), pp. 285-322.

Edwards, S. (1988). Real and Monetary determinants of real exchange rate behavior. Theory and evidence from developing countries. *UCLA Working paper No 506*.

Edwards, S. (1989). *Real exchange rate, devaluation and adjustment: exchange rate policy in developing countries. Theory and evidence from developing countries*. Cambridge: MIT Press

Fajnzylber, P. and J. H. Lopez (2007): "Close to Home: The Development Impact of Remittances in Latin America", The World Bank.

Fuentes J. C. C. & Herrera J. C. C. (2007). "Emigrant Remittances and the Real Exchange rate in Guatemala: an Adjustment-Costs Story" Money Affairs Centro de Estudios Monetarios Latino Americanos, CEMLA, vol. (1)

Khaled C., Farid M. (2012) « Impact des Transferts de Fonds sur le Taux de Change Réel Effectif en Tunisie » Centre d'Analyse Théorique et de Traitement des données économiques.

Lartey E. K. K. (2016). "Exchange rate flexibility and the effect of remittances on economic growth". Policy Research working paper; no. WPS 7932. Washington, D.C. World Bank Group.

Lopez, H., Bussolo, M. & Molina, L. (2007). Remittances and the real exchange rate. *World Bank Policy Research Paper no. 4213*.

Musa E., Mercy P. & Chandrakala S. (2018). "Remittances and Real Exchange Rates in South Asia: The Case of Nepal," *Asian Economic and Financial Review*, vol. 8(10), pages 1226-1238.

Singh, Raju Jan et Mary Barton-Dock. 2015. *Haiti: Toward a New Narrative. Systematic Country Diagnostic*. Washington, DC: World Bank.

Tuuli M. (2015) "The impact of remittances on the Real Exchange Rate: Empirical Evidence from Ghana." *Journal of Economic Cooperation and development*, 36, 3 pages 43 - 66